

## **DECLARATION COMMUNE DE L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE RWANDAISE SUR LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA REGION DES GRANDS LACS**

Sauf imprévu, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs devrait se tenir en novembre prochain à Dar Es-Salaam (Tanzanie). Il lui a été assigné l'objectif d'aboutir à l'adoption et à l'application d'un Pacte de stabilité, de sécurité et de développement, articulé autour de quatre grands domaines : paix et sécurité ; démocratie et bonne gouvernance ; développement économique et intégration régionale ; questions humanitaires et sociales. Malgré les appels répétés et le souhait exprimé maintes fois par l'opposition démocratique rwandaise pour prendre part à ces assises, des travaux préparatoires à cette Conférence se poursuivent dans la totale exclusion d'un des principaux protagonistes dans le dossier rwandais. En effet, tous les autres gouvernements, les partis politiques et la société civile de la région ont été invités à y participer à l'exception de l'opposition démocratique rwandaise.

Or, pour que cette conférence atteigne les résultats escomptés, elle devrait ratisser large et être ouverte aux différents acteurs dans chaque pays concerné de la région des Grands Lacs. Les membres de l'opposition démocratique rwandaise signataires de la présente, tous aujourd'hui acculés à l'exil, restent d'avis qu'il faudrait que cette Conférence soit un véritable forum où les différents protagonistes, de l'intérieur comme de l'extérieur, armés ou non armés, s'expriment, s'engagent et proposent les voies et moyens de nouer un Pacte de stabilité, combien essentiel pour la région, pour l'Afrique et pour la Communauté internationale entière. C'est à cette seule condition que cette conférence pourrait déboucher sur l'adoption d'un pacte de stabilité viable, sans quoi tout effort de reconstruction politique et de développement socio-économique serait voué à l'échec. Pour preuve, malgré plusieurs tentatives de la Communauté Internationale de ramener la paix dans la région des Grands Lacs, la crise persiste. Ces échecs sont dus pour l'essentiel à la non-association de tous les protagonistes politiques concernés et au mauvais diagnostic des vraies causes qui sont à l'origine des guerres devenues endémiques dans cette région.

L'opposition démocratique rwandaise en exil sait gré à la communauté internationale des efforts consentis afin d'aider à négocier et à conclure plusieurs accords visant la stabilité de la Région des Grands. Il s'agit de l'accord de Pretoria entre Kigali et Kinshasa, de celui de Luanda entre Kinshasa et Kampala, ainsi que de l'Accord d'Arusha pour le Burundi. Ce sont des étapes importantes dans la tentative de trouver la paix dans la sous-région car ils s'inscrivent dans une démarche d'inclusion et d'interdépendance régionale. Toutefois, ces différents accords resteront partiels et n'apporteront pas de solution durable à la crise des Grands Lacs si en même temps l'épicentre du séisme, qui secoue la région depuis bientôt quinze années, n'est pas traité en profondeur. Il s'agit du Rwanda.

Voici en effet un pays qui guerroye sans discontinuer dans toute la région, mais qui continue de bénéficier d'une extrême et insoutenable tolérance internationale. Ses crimes, pour avoir causé des victimes directes et indirectes de plusieurs millions de vies humaines, restent impunis. Il en est de même du pillage inconcevable d'un pays voisin, la République démocratique du Congo. Le système politique en place qui repose sur une Constitution liberticide et un régime totalitaire, a fermé tout l'espace d'expression politique aux partis d'opposition et à la société civile critique sans que cela ne lui en coûte des remontrances appuyées de la Communauté internationale.

L'opposition démocratique rwandaise est fermement persuadée que la paix et la stabilité de la région des Grands Lacs passent incontestablement par la démocratisation des institutions politiques et la justice rendue à toutes les victimes de la tragédie rwandaise sans discrimination aucune. Aussi longtemps que le régime du FPR continuera à fermer l'espace politique et à exercer une justice inique, tous les efforts investis par la Communauté internationale de recherche de la stabilité, de reconstruction et de développement économique seront voués à l'échec.

Une solution uniquement limitée à la RDC et au Burundi, selon une certaine vision du moment, ne sera que partielle et passagère. L'on aura traité les symptômes et non la maladie. De même, les propositions actuelles, tendant à faire accréditer la démobilisation et le rapatriement volontaire ou forcé de la rébellion rwandaise comme seule question et seule solution du problème rwandais, courent le risque fort de se révéler à moyen et à long terme inefficace et la paix tant attendue une chimère. En effet, lorsque l'on écrase une rébellion aujourd'hui, sans que l'on résolve les problèmes de fond de gouvernance démocratique et de justice, il en naîtra d'autres le lendemain, beaucoup plus légitimes et cela jusqu'à ce que l'Etat de droit et la souveraineté du Peuple soient définitivement rétablis.

En refusant la participation de l'opposition démocratique rwandaise à cette Conférence, la Communauté internationale n'est-elle pas en train de rééditer les mêmes erreurs que celles de 1994 ? Le schéma qui avait conduit à la guerre de 1990, au génocide et aux nombreux crimes contre l'humanité, risque, si l'on n'y prend garde, de se répéter. Il convient assurément de prévenir toute évolution politique susceptible d'évoluer vers des catastrophes similaires à celles de ces dernières années en s'assurant d'une solution globale et définitive au lourd contentieux inter-rwandais jusqu'ici non résolu et qui continue de contaminer toute la région des Grands Lacs. L'opposition démocratique rwandaise reste déterminée à y contribuer pleinement.

Aussi, l'opposition démocratique rwandaise demande-t-elle au Secrétaire Général des Nations Unies de prendre en compte ses revendications et de lui permettre de participer à cette Conférence afin qu'elle présente ses propositions de sécurité, de stabilité et de paix.

Le 6 octobre 2004

Pour l'ADR-Isangano  
Mberabahizi Jean Baptiste  
Président

Pour Les FRD  
Ndahayo Eugène  
Président

Pour le RDR  
Ingabire U. Victoire  
Présidente